

## « Le modèle institutionnel actuel pourrait la vie des Bruxellois »

Interview de Jean Faniel  
par Corentin Di Prima

**A**u terme de cette année politique haute en couleur, la poussière des élections n'est pas encore retombée partout. Le brouillard reste épais au fédéral, et encore plus à Bruxelles. Que dire de tout cela ? Quels enseignements peut-on tirer de l'année politique écoulée au fédéral, à Bruxelles et en Wallonie ?

**L'Écho :** « Droitisation », « clarification », ce sont deux mots qu'on a beaucoup entendus cette année. Maintenant qu'on a un peu de recul par rapport aux élections et à leurs conséquences, que doit-on en retenir ?

**Jean Faniel :** On a effectivement connu un virage à droite. Mais en Wallonie seulement, où la gauche a connu une vraie chute, passant de 55 % en 2019 à 42 % en 2024. PS, PTB et Écolo ont tous les trois perdu des points. En Flandre, c'est l'inverse : la droite y reste dominante, mais elle a légèrement reculé au profit de la gauche. Les trois familles traditionnelles ont évolué en sens inverse : les socialistes ont progressé au Nord et régressé au Sud, et inversement pour les libéraux et les centristes.

J'ajouterais que si la droite reste puissante en Flandre, elle est divisée et a donc davantage besoin de la gauche pour nouer des alliances, dès lors que Bart De Wever a exclu de gouverner avec le Vlaams Belang. Les deux événements politiques majeurs de l'année sont, selon moi, l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir (y compris par des coalitions) dans certaines communes flamandes et la troisième place du PS en Wallonie.

**Qu'est-ce qui explique que la Wallonie, région historiquement ancrée à gauche, a basculé à droite ?**

Tant le MR que Les Engagés ont pu se profiler comme des forces de changement. Pour Les Engagés, dans l'opposition partout, c'était assez facile de faire passer l'idée. Mais le MR est parvenu à faire de même alors qu'il est au pouvoir depuis 25 ans au fédéral, sept ans en Wallonie et cinq ans à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Georges-Louis Bouchez a adopté une stratégie de rupture par rapport à la Vivaldi et il s'est ouvertement détaché du bilan de ce gouvernement dont il faisait pourtant partie.

Il a, par ailleurs, adopté un discours de droite assumé, très offensif. Il a notamment repris à la gauche la valeur travail. Celle-ci vise habituellement l'ensemble des travailleurs, qu'ils aient ou pas un emploi, des papiers, etc. Le MR a détourné ce discours en valorisant ceux qui travaillent au détriment de ceux qui ne travaillent pas.

Cette droitisation du MR a ouvert un espace au centre, dans lequel Les Engagés se sont engouffrés, en adoptant eux-mêmes un discours plus à droite, sur la limitation des allocations de chômage, par exemple.

Par ailleurs, M. Bouchez a entamé un combat culturel, via les réseaux sociaux notamment, comme la Nouvelle Droite l'avait fait dans les années 1970, en récupérant les thèses de Gramsci, intellectuel de gauche. Il a fait campagne contre le wokisme. Et quand le président du MR se dit attaché à la vraie recette des pâtes carbonara, cela peut prêter à sourire, mais il fait en réalité passer un métadiscours sur sa conception des valeurs européennes.

### **L'espace politique wallon est-il en train de vivre une sorte de révolution conservatrice ?**

Oui. Mais c'est un phénomène quasi mondial qui va des États-Unis à l'Inde en passant par pas mal de pays européens. Et la manière dont évoluent les réseaux sociaux, avec le rachat de Twitter par Elon Musk notamment, participe du phénomène. Cette droitisation apparaît d'autant plus que cette région penchait plus à gauche que d'autres jusqu'ici. Il faut donc relativiser : le PS reste important et pèse plus que Vooruit en Flandre. Et la Wallonie reste une tache claire en Europe : l'extrême droite y est très faible.

### **Victoire de la droite, défaite de la gauche. Qu'est-ce que ces partis n'ont pas senti de l'évolution de l'électorat ?**

MR et Engagés ont su être très présents dans les débats, sur les réseaux sociaux notamment. En face, on a eu une gauche plus absente. Pas forcément déconnectée de la société. Mais ses valeurs de solidarité passent moins. C'est donc compliqué d'être à l'offensive. La seule offensive qu'ils ont menée, c'est finalement entre eux. PS, PTB et Écolo avaient des convergences programmatiques, l'impôt sur la fortune par exemple, mais ils ont passé leur temps à mettre en avant leurs divergences. Le PTB en dénonçant le bilan de la Vivaldi. Le PS et Écolo en accusant le PTB de vouloir rester au balcon. Ce dernier avait pourtant fait évoluer son discours sur une montée au pouvoir.

### **L'arrivée du PTB dans des majorités, c'est le début d'une nouvelle séquence à gauche ?**

Peut-être. À voir. Les expériences dans trois communes peuvent être le début d'un travail en commun, d'une relation de confiance, ou montrer que ce n'est pas possible. Leur travail dans l'opposition pourrait également les rapprocher. Mais cela dépendra notamment de ce que Vooruit concédera, si la coalition Arizona se concrétise un jour.

### **Au niveau fédéral, la donne n'avait plus été aussi claire depuis longtemps. Mais six mois plus tard, toujours rien...**

Contrairement à 2014, il n'est plus possible de faire une majorité de droite. Une coalition « Lagon » (N-VA, libéraux et centristes) serait minoritaire côté flamand. Et au total, avec 76 sièges, elle serait très fragile. L'effondrement de l'Open VLD et la neutralisation des sièges du VB font qu'on a besoin des socialistes flamands. Dès lors, les pierres d'achoppement sont plus nombreuses que ce qu'on pourrait penser. Sur les soins de santé, la fiscalité... sans parler de l'institutionnel qui pourrait bientôt poindre à l'horizon. Plusieurs clivages, à géométrie variable, s'expriment dans l'Arizona. Il reste trop d'inconnues pour prédire le sort de cet attelage.

### **Il n'y a pas d'argent... Cela complique tout.**

La Vivaldi a pu voir le jour parce que les critères budgétaires européens étaient suspendus. Des dépenses énormes ont été possibles. Cela simplifiait la donne politiquement. Ici, il faut trouver de l'argent, on est sous pression de la Commission.

### **Comment jugez-vous l'action du formateur ?**

Je m'étonne qu'on n'ait quasi pas critiqué sa méthode jusqu'il y a peu. Parce qu'elle pose question. Soit il est machiavélique et est occupé à démontrer que le pays ne fonctionne pas. Soit la donne est effectivement compliquée. Le Palais semble en tout cas avoir tout misé sur M. De Wever. Il l'a nommé d'emblée informateur sans que quelqu'un d'autre fasse un travail de déblayage. Si ça fonctionne et qu'un nationaliste flamand se mue en Premier ministre de toute la Belgique, c'est un tour de force... royal. Mais si c'est faire entrer le loup dans la bergerie, par contre...

### **À Bruxelles, la situation semble encore plus compliquée qu'au fédéral.**

Il y a un contraste entre l'évolution de la société bruxelloise et ses institutions. Ça sent la fin d'un modèle. Deux exemples en témoignent. L'irruption de la Team Fouad Ahidar, qui a montré qu'à Bruxelles, il y a des francophones et des néerlandophones, certes, mais aussi tout le reste. Et le cas d'Alexia Bertrand – passée du MR à l'Open VLD –, qui ne peut se présenter à la Région parce qu'estampillée francophone à vie, mais peut se présenter sur la liste de la Chambre, où les règles sont plus souples.

On a un processus de formation bizarre, où PS et MR se fâchent d'emblée avec Groen, pourtant incontournable. Côté flamand, les partis ne semblent préoccupés que par la question des postes. J'ajoute que la stratégie d'Ahmed Laaouej (PS) est étonnante. La gauche reste majoritaire au Parlement bruxellois, et pourtant, il a écarté une telle coalition. Stratégiquement, c'est curieux. Et puis, il y a eu cette phrase surréaliste dans le chef d'un potentiel ministre-président, David Leisterh : « Bruxelles a trop longtemps été gérée uniquement par celles et ceux qui y vivent ». Enfin, il y a « l'éléphant dans la pièce » : le métro. Personne n'en parle, mais tous les signaux sont pourtant au rouge !

**Les francophones ont-ils eu tort de ne pas faire évoluer le modèle institutionnel ?**

Ils ont en tout cas tort de penser qu'il n'y a que la N-VA qui le demande. Tous les partis flamands le demandent. Ils sont en train de manquer une occasion d'avancer par eux-mêmes et d'éviter que ce débat se tienne quand la Flandre demandera une 7<sup>e</sup> réforme de l'État, et que Bruxelles sera en position de faiblesse, demandant plus d'argent. On ne peut pas dire que le modèle actuel fonctionne bien. Il pourrait la vie des Bruxellois, qui n'y comprennent plus rien. Discutons-en ! Régionaliser des compétences, questionner les différentes couches du modèle institutionnel, ça ne doit pas être inenvisageable. Et ce doit être au bénéfice des Bruxellois.

**Qui est, selon vous, la personnalité politique de l'année ?**

Maxime Prévot. Il a réussi à obtenir deux victoires électorales, alors que personne ne pariait sur une telle remontada. Et il a triomphé à Namur. En plus de remplir une mission royale avec succès, il a aussi été capable d'imposer ses décisions à M. Bouchez dans les provinces de Hainaut et de Liège, et a forcé la main au PS en lui faisant signer une clause anti-PTB en province de Liège. Il a pris de l'assurance, il s'est imposé au centre des débats.

Cet article a été publié dans : *L'Écho*, 19 décembre 2024, pages 6-7.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL (interviewé par Corentin DI PRIMA), « "Le modèle institutionnel actuel pourrait la vie des Bruxellois" », *Les @nalyse du CRISP en ligne*, 19 décembre 2024, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).